

CHAMBRE DES COMMUNES

Le vendredi 20 mars 1987

La séance est ouverte à 11 heures.

Prières

DÉCLARATIONS AUX TERMES DE L'ARTICLE 21 DU RÈGLEMENT

[Traduction]

LE BIEN-ÊTRE SOCIAL

ON TROUVE SCANDALEUX LA NÉCESSITÉ DE CRÉER DES BANQUES D'ALIMENTATION

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Monsieur le Président, hier soir le chef libéral John Turner et Beth Phinney, candidate libérale dans Hamilton Mountain, ont pu se rendre compte à quel point la pauvreté accable la population de Hamilton Mountain. Ils ont rendu visite au centre d'alimentation *Neighbour-To-Neighbour* dans Hamilton Mountain. Je trouve que c'est absolument scandaleux en cette ère d'abondance, en 1987, que des circonscriptions partout au Canada aient à créer des banques d'alimentation pour nourrir les pauvres et les affamés.

Dans ses trois derniers budgets, le gouvernement a arraché plus d'argent aux pauvres, aux travailleurs et aux Canadiens ordinaires pour le redonner aux riches. Le ministre des Finances (M. Wilson) a l'audace de parler maintenant de réforme fiscale. Nous avons été en contact avec la réalité hier soir dans Hamilton Mountain quand notre candidate, Beth Phinney, a amené notre chef visiter les banques d'alimentation et a pu lui prouver que non seulement des citoyens souffrent, mais que des gens des banlieues de toutes les circonscriptions du Canada souffrent également.

Il importe, je crois, que le gouvernement lance une campagne nationale de lutte contre la pauvreté pour s'assurer qu'en 1987 des Canadiens n'aient pas à faire la queue pour pouvoir se nourrir eux-mêmes, leurs enfants et leur famille. C'est une politique libérale et raisonnable que Beth Phinney prônera quand elle viendra siéger à Ottawa.

DÉFI 87

LES PERSPECTIVES D'EMPLOI POUR LES JEUNES DU NORD DE L'ONTARIO

M. John A. MacDougall (Timiskaming): Monsieur le Président, on a beaucoup parlé récemment à la Chambre de Défi 87

et de la création d'emplois pour les jeunes. Je prends aujourd'hui la parole pour féliciter le ministre d'État chargé de la Jeunesse (M. Charest) de l'excellent travail qu'il a accompli en poursuivant les efforts du gouvernement fédéral pour offrir des emplois intéressants aux jeunes Canadiens.

J'ai été heureux de constater l'année dernière à quel point Défi 86 avait été un succès pour les jeunes du nord de l'Ontario. Des contrats pour une valeur de plus de 8,2 millions de dollars ont été accordés dans le nord de l'Ontario dans le cadre du programme qui a permis de créer 4 600 emplois. Les étudiants de tous les coins du Nord ont énormément bénéficié de Défi 86 et les étudiants bénéficieront encore autant cette année de ce fructueux programme.

• (1105)

Je suis très heureux de voir que le gouvernement fédéral a reconnu les besoins spéciaux des jeunes du nord de l'Ontario et y a répondu. Je félicite encore une fois le ministre d'État chargé de la Jeunesse des efforts qu'il a déployés pour répondre aux besoins des régions du pays, et le gouvernement du Canada d'avoir procuré des emplois à nos jeunes.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LES NÉGOCIATIONS ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS— L'OPPOSITION D'UN RÉSIDENT DE LA SASKATCHEWAN

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Monsieur le Président, hier, les Canadiens ont enfin su exactement qui souhaitait vraiment le libre-échange au Canada. C'est l'alliance des grands chefs d'entreprise libéraux et conservateurs formée de gens comme Donald Macdonald, Peter Lougheed et Philippe de Gaspé Beaubien avec l'appui des représentants des principales entreprises du pays.

Je voudrais vous faire part de l'opinion d'une personne du centre de la Saskatchewan, d'un électeur du ministre de la Justice (M. Hnatyshyn), qui lui a écrit pour lui dire ceci:

Selon moi, le Canada a tort d'essayer de négocier un accord de libre-échange avec les États-Unis, alors qu'un vent de protectionnisme souffle chez nos voisins du Sud... Il ne s'agit pas de tout risquer pour un petit profit.

Il présente d'excellents arguments contre le libre-échange et conclut ainsi:

Le gouvernement devrait ordonner à M. Reisman de plier bagages sans faire de bruit et de rentrer chez lui.

C'est également la position de notre parti.